



Paris, le 28 décembre 2006

- Communiqué de presse -

Noël de l'automédication : Patients « responsables » et gouvernement irresponsable !!!

Fin juillet, le ministre de la Santé et des Solidarités réunissait autour de Mr Alain Coulomb, alors Directeur de la Haute Autorité de Santé, un groupe de travail pour le développement et la promotion de l'automédication en France.

Représentant 5% du marché du médicament, l'automédication serait en retard en France, comparativement aux 30% qu'elle représente en Russie ou aux 20-25% des pays d'Europe de l'Est.

La méthodologie discutable de ce groupe de travail (convocation rapide la veille du 14 juillet, absence de comptes rendus écrits des réunions pour plus de « liberté », multiplication des rendez-vous, propositions déjà recueillies dans le cadre de discussions bilatérales dont nous avons été manifestement exclus...) laissait entrevoir les décisions déjà entérinées par ailleurs qui figurent au rapport révélé la veille du 24 décembre :

- **expérimentation de la vente devant le comptoir et accès direct aux médicaments en pharmacie**, préalable à une prochaine ouverture de la vente de médicaments par Internet ou en supermarché ;
- **brèche dans l'interdiction de la publicité sur le médicament** : promotion et publicité d'un plus grand nombre de médicaments quand, dans le même temps, le projet de transposition de la directive sur le médicament prévoit l'autorisation de la publicité de rappel,
- **abandon de la notion de « service médical rendu insuffisant »** jugée trop exigeante, au profit d'un critère arbitraire fondé sur le caractère prioritaire ou non des produits que la collectivité prend en charge.

Toutes ces raisons, largement évoquées dès juillet, avaient amené le CISS à se retirer de ce groupe de travail : aussi, même si la première version du rapport mentionne notre participation, nous n'avons pas participé à la rédaction de ce document.

C'est donc Noël pour les patients : après les forfaits d'un euro par consultation et de 18 euros pour les actes lourds, le développement de l'automédication que prône le rapport leur coûtera 2, 5 milliards d'euros sans aucune précaution !

C'est surtout Noël pour l'industrie pharmaceutique !

En revanche, en matière de bon usage du médicament et de lutte contre la iatrogénie médicamenteuse, la logique de prévention engagée par l'Assurance maladie, apparaît mise à mal.

Le CISS appelle à une réflexion globale sur la santé, réflexion notablement absente des programmes politiques présidentiels, de gauche comme de droite : la responsabilisation financière des patients ne doit pas être le seul outil de la sauvegarde de notre système de santé.

Contact presse : Stéphane Lavergne 01 40 56 01 49

Santé Info Droits 0 810 004 333 - <http://leciss.org>

AFD - AFH - AFM - AFP - AIDES - Alliance Maladies Rares - APF - AVIAM - CSF - FFAAIR - Familles Rurales - FNAMEC - FNAP-PSY - FNAIR- FNATH - Ligue Contre le Cancer - Le Lien - ORGECO - SOS Hépatites - UFCS - UNAF - UNAFAM - UNAPEI - Vaincre la Mucoviscidose